

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

A.RAYMOND

113 COURS BERRIAT
38000 GRENOBLE

Références : 2023-Is003T5
Code AIOT : 0010400282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement A.RAYMOND implanté 1 RUE LOUIS BESANCON 38120 ST EGREVE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 19 janvier 2023 ARaymond présente un nouveau projet de centre logistique sur site de Saint-Egrève. Le service de l'Inspection réalise aussi une inspection sur deux non conformités relevées lors de l'inspection du 21 juillet 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A.RAYMOND
- 1 RUE LOUIS BESANCON 38120 ST EGREVE
- Code AIOT : 0010400282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société ARAYMOND sur le site de Saint-Egrève sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2013. Celui-ci englobe les activités de la filiale ARAYMONDLIFE (activités de transformation de polymères pour le secteur médical et vétérinaire) localisées dans l'un des bâtiments du site (bâtiment E).

Un arrêté préfectoral en date du 29 mai 2017 autorise, pour une période transitoire et dans l'attente d'un transfert de ce stockage vers le bâtiment C, l'utilisation des anciens bâtiments A002 (partie sud) et A006 pour le stockage de polymères sous forme de matières premières, dans des conditions différentes de celles fixées par l'arrêté du 16 juillet 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Présentation d'un nouveau centre logistique et contrôle de deux non-conformités relevées lors de l'inspection du 21/07/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des dispositions transitoires de l'AP du 29 mai 2017	Arrêté Préfectoral du 29/05/2017, article 4-5	/	Sans objet
2	Respect des dispositions transitoires de l'AP du 29 mai 2017	Arrêté Préfectoral du 29/05/2017, article 4-7	/	Sans objet
3	Projet de modification (Flux France)	Code de l'environnement du 26/01/2023	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une observation est émise concernant le contenu du PAC et de la demande d'examen au cas par cas pour les travaux de remblaiement en zone inondable pour la construction du nouveau bâtiment. Des éléments complémentaires seront à apporter dans les dossiers concernant la loi sur l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des dispositions transitoires de l'AP du 29 mai 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2017, article 4-5
Thème(s) : Risques accidentels, dépôt de matières combustibles
Prescription contrôlée : La zone située entre les bâtiments 002 et 006 est maintenue exempte de toutes matières combustibles
Constats : Lors de la visite du 21/07/2020 du bâtiment 002 destiné à accueillir provisoirement une partie des activités de la filiale ARAYMONDLIFE dans le cadre de son projet d'extension, il a été constaté la présence, entre les bâtiments A002 et A006 : - d'une déchetterie interne (bennes d'encombrants, de métaux, etc) et en particulier d'un stockage vrac conséquent de palettes en bois, correspondant à l'activité de réception quotidienne ; ce dépôt était plus important qu'habituellement d'après l'exploitant, mais est présent de manière quasi permanente ; - que le dépôt de palettes était susceptible de rendre difficile la circulation d'engins de secours entre les 2 bâtiments, en cas d'incendie sur l'un des bâtiments A002 ou A006. NC n°1 : supprimer tout dépôt de matières combustibles entre les bâtiments A002 et A006 Le service de l'Inspection constate le 19 janvier 2023 que ces dépôts de matières combustibles entre les bâtiments A002 et A006 ont été évacués. Le service de l'Inspection constate que le bâtiment A002 est vide de machines, et de stockage, l'exploitant précise que l'alimentation du bâtiment est coupée. Il reste quelques flux de stocks de produits dans la zone sud-est du bâtiment. Dans le cadre du projet "Flux France" (entrepôt logistique) les bâtiments A002 et A006 seront détruits en février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect des dispositions transitoires de l'AP du 29 mai 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2017, article 4-7
Thème(s) : Risques accidentels, voie engin
Prescription contrôlée : Une voie engin, libre de tout obstacle, est maintenue en toute circonstance sur l'ensemble de la périphérie des bâtiments 002 et 006
Constats : Lors de la visite du 21/07/2020 du bâtiment 002 destiné à accueillir provisoirement une partie des activités de la filiale ARAYMONDLIFE dans le cadre de son projet d'extension, il a été constaté la présence, entre les bâtiments 002 et 006 : <ul style="list-style-type: none">- d'une déchetterie interne (bennes d'encombrants, de métaux, etc) et en particulier d'un stockage vrac conséquent de palettes en bois, correspondant à l'activité de réception quotidienne ; ce dépôt était plus important qu'habituellement d'après l'exploitant, mais est présent de manière quasi permanente ;- le dépôt de palettes était susceptible de rendre difficile la circulation d'engins de secours entre les 2 bâtiments, en cas d'incendie sur l'un des bâtiments A002 ou A006. <p>NC n°2 : maintenir une voie engins libre de tout obstacle sur la périphérie des bâtiments.</p> <p>Le service de l'Inspection constate le 19 janvier 2023 que la voie est libre de tout obstacle sur la périphérie des bâtiments pour maintenir une voie engin.</p> <p>Le service de l'Inspection constate que le bâtiment A002 est vide de machines, et de stockage, l'exploitant précise que l'alimentation du bâtiment est coupée. Il reste quelques flux de stocks de produits dans la zone sud-est du bâtiment A002.</p> <p>Dans le cadre du projet "Flux France" (entrepôt logistique) les bâtiments A002 et A006 seront détruits en février 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Projet de modification (Flux France)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2023
Thème(s) : Autre, Projet
Prescription contrôlée : L'exploitant présente un avant projet du nouveau centre logistique sur le site de Saint-Egrève. Compte-tenu notamment de l'entrée en vigueur d'une Zone à Faible Emission en 2025 sur l'agglomération grenobloise et d'un problème d'accessibilité de la Zone de Technisud après modification du carrefour du rondeau, la société ARaymond souhaite sortir sa logistique de cette zone. Le projet consiste à intégrer un centre logistique en lieu et place des bâtiments A002 et A006 qui seront à termes détruits. L'exploitant présente les volumes du projet , qui induira un classement en enregistrement pour la rubrique 1510. Il présente aussi les premiers éléments en cours d'études (impacts milieux, sonores, sécurité incendie...). Le transfert du stock de matière première plastique du bâtiment A006 vers le bâtiment C sera présenté dans le PAC pour mise en conformité de l'arrêté préfectoral. L'exploitant prévoit de déposer la demande d'examen au cas par cas et le dossier de porté à connaissance (PAC) en avril 2023.
Constats : Le service de l'Inspection demande à l'exploitant de compléter le PAC et la demande d'examen au cas par cas sur les points qui suivent. Le chapitre sur les risques inondations et sur la nomenclature IOTA (rubrique IOTA 3220) devra apporter les précisions suivantes: - position du remblai par rapport au PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondations) de l'Isère aval, - surface soustraite à l'expansion des crues en m ² , - régime de la rubrique IOTA 3220, - respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 13/02/02 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration (rubrique 3.2.2.0 (2°)) si le projet est soumis à ce régime, - coefficient RESI (Rapport d'Emprise au Sol en zone Inondable)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet